



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW



XXVI^e Congrès et Colloque Européens de Droit Rural
Bucarest – 21–24 septembre 2011

XXVI European Congress and Colloquium of Agricultural Law
Bucharest – 21–24 September 2011

XXVI. Europäischer Agrarrechtskongress mit Kolloquium
Bukarest – 21.–24. September 2011

TRAVAUX SCIENTIFIQUES

DIRECTION SCIENTIFIQUE : Prof. Dr. Paul RICHLI

Délégué Général du C.E.D.R., o. Professor für öffentliches Recht, Agrarrecht
und Rechtsetzungslehre an der Universität Luzern

COMMISSION I – KOMMISSION I
QUESTIONNAIRE – FRAGEBOGEN

COMMISSION II – KOMMISSION II
QUESTIONNAIRE – FRAGEBOGEN

COMMISSION III – KOMMISSION III
QUESTIONNAIRE – FRAGEBOGEN

L'AGRICULTURE ET LES EXIGENCES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE – AGRICULTURE AND THE REQUIREMENTS OF A SUSTAINABLE DEVELOPMENT – DIE LANDWIRTSCHAFT UND DIE ANFORDERUNGEN AN DEREN NACHHALTIGE ENTWICKLUNG

Président: Professeur Mircea DUȚU, *Président de l'Université Ecologique de Bucarest*, tel. 0040 21.312.12.50; fax. 0040 21.315.77.30, e-mail: mircea_dutu@yahoo.com.

Rapporteur Général: Professeur Marilena ULIESCU, *Université Ecologique de Bucarest, Directeur de recherche, Institut de Recherches Juridiques de l'Académie Roumaine*, tel. 0040 0723.347.625, fax. 0040 21.315.77.30, e-mail: muliescu@yahoo.com.

I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise

Un rapport national devrait compter entre **15 et 20 pages ainsi qu'une page de résumé** et être transféré par e-mail au rapporteur général jusqu'au **31 mai 2011** en format Word. Une copie devrait être transférée au délégué général: paul.richli@unilu.ch. Avant d'écrire le rapport les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du délégué général (adresse e-mail ci-dessus).

Les rapporteurs nationaux sont priés d'illustrer les parties théoriques avec quelques exemples afin de faciliter la compréhension de leur réalisation.

Pour de plus amples informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le rapporteur général.

A country report should consist of **15–20 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by the **May 31, 2011** as a word document to the General Reporter (address as above). A copy should be sent to the Delegate General: e-mail address: paul.richli@unilu.ch. Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

When answering a question, national reporters are requested to give examples for a better understanding of procedures in each country.

Further Information: Please contact the General Reporter for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte **15–20 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **31. Mai 2011** als Word-Datei dem Generalberichterstatter übermittelt werden (E-Mail-Adresse siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: paul.richli@unilu.ch. Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Die nationalen Berichterstatter sind gebeten, für das bessere Verständnis ihrer theoretischen Ausführungen Beispiele zu geben.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit dem Generalberichterstatter Kontakt aufnehmen.

Introduction

L'agriculture est une activité vitale dans toutes les sociétés, car elle est une source irremplaçable de notre alimentation et par conséquent la base de notre existence et de notre santé. Mais elle est également l'élément clé de la souveraineté alimentaire, porteuse de nombreux bénéfices économiques, sociaux, et environnementaux. D'autre part, l'agriculture à qui incombe la gestion d'une grande partie du territoire doit préserver les paysages et les espèces végétales et animales et assurer ainsi la biodiversité de l'environnement agricole.

Responsable des problèmes écologiques et sanitaires, le monde agricole est cependant gourmand de ressources naturelles telles que l'eau et consomme en grande quantité des engrais et des pesticides dont la production et l'épandage ont des impacts environnementaux importants. A cela s'ajoute les rejets et les déchets, produits inévitables de toute activité agricole qui engendrent pollution et dégradation des sols.

Il suffit de rappeler à cet égard que rien qu'en Europe l'agriculture contribue à quelque 10% des émissions de gaz à effet de serre et donc au réchauffement climatique dont elle est la première à subir les conséquences.

Au delà des aspects environnementaux évoqués ci-dessus, le monde agricole doit, de par sa fonction première, répondre aux besoins et aux exigences des consommateurs.

La solution qui s'est imposée est l'agriculture durable laquelle constitue la garantie d'un environnement sain et assure l'équité sociale et la viabilité économique de cette importante activité.

La définition la plus cohérente de l'agriculture durable doit reprendre, à notre avis, le triptyque du rapport Brundtland de 1987: une agriculture durable doit être économiquement durable, écologiquement saine et socialement équitable. Un exploitant agricole pourra se revendiquer «durable» s'il respecte les 27 principes de la Déclaration de Rio, «le sommet de la Terre» de 1992. Rapportés au domaine de l'agriculture ces principes peuvent se regrouper en 4 aspects essentiels:

- l'efficacité économique; systèmes de production économiques et autonomes, revenus décents;
- l'équité sociale; partage des richesses, du droit à produire et du pouvoir de décision;
- la conservation de l'environnement; préserver la fertilité des sols, la biodiversité, les paysages, la qualité de l'air et de l'eau;
- la culture et l'éthique; le respect des générations futures, des communautés rurales et paysannes; gestion participative de l'espaces et des modes de production d'aliments de qualité.

L'intégration du développement durable dans le cadre législatif communautaire a déterminé des modifications importantes du droit international et du droit communautaire. Ainsi, les compétences en matière d'environnement ont été progressivement transférées aux communautés en vertu du principe de la subsidiarité; elles constituent en effet l'échelon le plus adapté pour traiter une problématique complexe et globale.

L'adoption du concept dans les traités de l'Union Européenne a été graduelle. La première étape de reconnaissance du développement durable dans la politique de l'UE a eu lieu en 1997, lorsque l'Acte Unique Européen transfère trois grands domaines des compétences aux communautés.

Mis à part la politique étrangère, l'Acte Unique proclame la compétence de l'Union en matière d'environnement et de recherche et développement durable. A partir de cette date, la réglementation environnementale est abordée de manière verticale, au même titre que les autres politiques de l'Union Européenne.

Le développement durable, en tant que tel, c'est à dire la compatibilité entre le développement économique, le bien être social et la qualité de l'environnement,

fait son apparition dans les textes à partir du traité de Maastricht et ensuite du traité d'Amsterdam. Ce dernier introduit des éléments indispensables à la mise en œuvre de la politique du développement durable avec, par exemple, le principe de la compatibilité de l'action de l'Union avec la protection de l'environnement dans le cadre d'un objectif de développement durable (art. 6), l'émergence des principes de précaution et du pollueur payeur, la référence à une gestion «prudente» des ressources (art. 74).

Grâce à cette prise en compte progressive, les questions du développement durable s'intègrent de manière harmonieuse dans les processus de construction de la réglementation.

Les stratégies de développement durable de l'UE successivement adoptées en 2006 ont établi **le principe de développement durable en tant que principe directeur**.

Cependant, les moyens de développement durable dont dispose la PAC demeurent imparfaits et la question de sa renégociation, prévue pour la période 2013–2020 engendrent déjà de grandes inquiétudes dans les milieux agricoles.

Il est donc naturel que les milieux politiques européens posent les jalons de la future réglementation.

Ainsi le traité de Lisbonne prévoit dans l'alinéa 3 de l'article 1 «... un niveau élevé de protection de l'environnement et de solidarité entre les générations».

L'alinéa d de l'article 21 préconise la promotion du développement durable au plan économique, social et environnemental et l'alinéa f du même article la participation de l'UE à l'élaboration des mesures internationales pour la conservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources internationales dans le but d'assurer un développement durable.

En tenant compte de ces prémisses, notre objectif vise à élaborer une esquisse de questionnaire qui sert de point de départ pour les rapports nationaux afin de donner la possibilité de réfléchir d'une part aux obstacles, déficiences, doutes et lacunes d'une telle démarche et d'autre part aux propositions et aux solutions susceptibles d'aboutir au succès d'une agriculture durable. Renégocier la PAC présuppose d'abord une collecte, la plus complète possible, des informations concernant les solutions proposées, leur impact et leurs conséquences dans chaque pays.

Questionnaire

1. De quelle manière se reflète le concept du développement durable dans la législation de votre pays?

1. In which way does the concept of the sustainable development reflect itself in your country's legislation?

1. In welcher Weise wird das Konzept der nachhaltigen Entwicklung in der Gesetzgebung Ihres Staates sichtbar?

1.1. Quel est le niveau des dispositions: constitution, loi, autres moyens législatifs?

1.1. Which are the legislative levels of such regulations: constitution, act, other ways of regulation?

1.1. Auf welcher Regelungsstufe finden sich die einschlägigen Rechtsnormen: Verfassung, Gesetz, andere Stufe?

1.2. La mise en œuvre a lieu au moyen des normes positives, stratégies, plans d'action, mesures administratives ou bien d'autres mécanismes?

1.2. Does the realization take place by means of act, plan, administrative measures or by means of other mechanisms?

1.2. Erfolgt die Umsetzung durch positive Rechtsnormen, Strategien, Aktionspläne, Verwaltungsmassnahmen oder andere Vorkehren?

1.3. Parmi ces moyens (ch. 1.2.) quel est, à votre avis, le plus efficace?

1.3. Which of the above measures (1.2.) do you consider most efficient?

1.3. Welche dieser Mittel (Ziff. 1.2). sind Ihres Erachtens die effizientesten?

1.4. Le principe du développement durable ne comporte pas de force obligatoire. Dans cette condition, quelles sont les possibilités de le faire respecter et appliquer?

1.4. The principle of sustainable development has no binding force. What measures can therefore be taken in order to ensure application and observation of the latter?

1.4. Der Grundsatz der nachhaltigen Entwicklung ist nicht verpflichtend. Welches sind unter diesen Umständen die Möglichkeiten, ihm Beachtung zu verschaffen und ihn anzuwenden?

1.5. Y-a-t-il dans votre pays des institutions spécialement conçues pour la promotion du développement durable en tant que politique publique (ministères, conseils, commissions etc.)? Quels sont les moyens utilisés pour atteindre les objectifs envisagés? Quelle est l'efficacité d'après vous?

1.5. Are there in your country specially designed political institutions (ministries, councils, commissions etc.) for the promotion of the sustainable development? What are the means by which the aims can be achieved? What do you think about the effectiveness?

1.5. Gibt es in Ihrem Land besondere Einrichtungen für die Förderung der nachhaltigen Entwicklung im Sinne einer staatlichen Politik (Ministerien, Räte, Kommissionen etc.)? Welches ist Ihres Erachtens deren Wirksamkeit?

2. Les principes et les objectifs spécifiques du développement durable ou d'agriculture durable sont-ils précisés dans des stratégies, plans d'action, dispositions légales?

2. Are the principles and the specific aims of the sustainable development or the sustainable agriculture specified in strategies, plans or in legal disposals?

2. Werden die Grundsätze und spezifischen Ziele der nachhaltigen Entwicklung ou der nachhaltigen Landwirtschaft in Strategien, Aktionsplänen oder gesetzlichen Bestimmungen konkretisiert?

3. Quelles sont, selon vous, les difficultés ou bien les facteurs favorables à la réalisation des principaux objectifs du développement durable parmi lesquels:

3. Which do you consider the difficulties or preferences realizing the principal aims of a sustainable development:

3. Welches sind Ihres Erachten die Schwierigkeiten oder umgekehrt die günstigen Faktoren für die Verwirklichung der Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung, wenn es um folgendes geht:

3.1. assurer la santé alimentaire; conserver l'environnement et les ressources naturelle dont l'agriculture a besoin;

3.1. to ensure the food health guarantee; the preservation of the environment and the mineral resources, which the agriculture needs;

3.1. die Sicherstellung gesunder Nahrungsmittel; die Bewahrung der Umwelt und der natürlichen Ressourcen, die für die Landwirtschaft erforderlich sind;

3.2. soutenir la viabilité des activités agricoles et améliorer la qualité de vie des fermiers et de la société en général;

3.2. support the feasibility of the agricultural activities and improve the quality of life of the farmers and the society in general;

3.2. die Aufrechterhaltung der Lebensfähigkeit der landwirtschaftlichen Aktivitäten sowie die Verbesserung der Qualität der Lebensbedingungen der Landwirte und der Gesellschaft im Allgemeinen ;

3.3. la participation du public à la prise de décision. Existe-t-il une consécration d'un droit d'accès spécifique à l'information en matière d'environnement?

3.3 the participation of the public in the adoption of resolutions. Does a specific right on access to information concerning the environment exist?

3.3. die Beteiligung der Öffentlichkeit an der Entscheidungsfindung. Besteht ein Recht auf besonderen Zugang zu Informationen über Fragen der Umwelt?

4. Quelles sont, à votre avis, les meilleurs moyens et l'expérience de votre pays pour aboutir à une agriculture durable?

4. Which do you consider the best measures to be taken in order to lead to a sustainable agriculture? Which experiences has your country made?

4. Welches sind Ihres Erachtens die besten Mittel und welches ist die Erfahrung Ihres Staates im Hinblick auf die Gewährleistung einer nachhaltigen Landwirtschaft?

4.1. Les facilités financières? Sous quelle forme (investissements, soutien provenant des fonds structurels européens et/ou aide d'Etat)?

4.1. The financial aids? In which form (investments, support, from European funds and/or help by the government)?

4.1. die finanzielle Unterstützung? In welchen Formen wird diese geleistet (Investitionshilfe, Unterstützung aus Strukturfonds der EU und/oder Ihres Staates)?

4.2. Quels sont selon vous les critères les plus stimulants dans l'octroi de ces facilités? Que pensez-vous du principe de la conditionnalité et de ses moyens d'application?

4.2. Which do you consider the most stimulating criteria for the approval of such supports? What do you think of the principle of conditionality and its conversion?

4.2. Welches sind Ihres Erachtens die am meisten stimulierenden Kriterien bei der Gewährung dieser Hilfen? Wie beurteilen Sie den Grundsatz der Konditionalität und seiner Anwendungskriterien?

4.3. Y-a-t-il des règles de droit particulières dans votre pays à l'égard de la formation professionnelle et le conseil visant à assurer l'augmentation des revenus en fonction des capacités et des aptitudes professionnelles? Y organise-t-on certaines formes de formations professionnelles et de consultance?

4.3. Do special legal regulations exist in your country in relation with the professional training and with the aim to increase the salaries according to the capacities and the professional abilities? Does one organize certain forms of professional training and advice centers in your country?

4.3. Gibt es in Ihrem Staat besondere Rechtsbestimmungen für die berufliche Ausbildung sowie für die Beratung, welche auf die Steigerung der Einkommen in Funktion der Kapazitäten und der beruflichen Qualifikationen hinwirken?

5. Quel rôle joue selon vous la démocratisation des relations sociales et la participation du public à la prise de décision dans le processus du développement durable? Quelles sont les conséquences juridiques de la suppression de la participation du public?

5. Which role plays the democratization of the social relations and the participation of the public in the adoption of resolutions in the process of the

sustainable development? Which are the legal consequences of a decrease of the participation of the public?

5. Welche Bedeutung hat Ihres Erachtens die Demokratisierung der sozialen Beziehungen und der Teilnahme des Publikums an der Entscheidungsfindung im Bereich der nachhaltigen Entwicklung? Welches sind die rechtlichen Folgen der Unterdrückung der Beteiligung der Öffentlichkeit?

5.1. Les conventions internationales où l'UE et/ou votre Etat sont partie, ainsi que les dispositions communautaires et internes concernant l'accès du public à l'information et l'accès à la justice sont-elles réellement appliquées?

5.1. Do the international conventions with the EU and/or with your country, as well as, the European regulations and the territorial regulations concerning the access of the public to information and the access to the judiciary, become actually applied?

5.1. Werden die Bestimmungen tatsächlich angewendet, die aus internationalen Vereinbarungen unter Beteiligung der EU und/oder Ihres Staates stammen und die den Zugang der Öffentlichkeit zur Information und zum Rechtsschutz betreffen?

5.2. Existe-t-il des garanties légales et des sanctions dans l'hypothèse de la violation de ces droits? Y-a-t-il une jurisprudence en la matière? La participation du public et des ONG à la prise de décision est-elle réelle? Y-a-t-il des procédures légales obligatoires en la matière?

5.2. Do legal guarantees and sanctions exist for the case that these rights get breached? Is there any jurisdiction on the subject? Is an inclusion of the public and the non-government organizations realistic in case of adoption of resolutions? Do obligatory legal procedures exist concerning this matter?

5.2. Gibt es gesetzliche Garantien und Sanktionen im Fall der Verletzung dieser Rechte? Sind Gerichtsurteile gefällt worden? Funktioniert die Beteiligung der Öffentlichkeit und der NGO an der Entscheidungsfindung? Gibt es zwingende rechtliche Verfahren in der fraglichen Materie?

6. Dans le cadre du développement durable, une première approche signifie l'intégration de l'environnement et le strict respect de ses exigences dans le processus du développement. Une autre approche propose l'intégration de la notion de soutenabilité dans les concepts économiques. L'application du principe de précaution associé à celui du pollueur payeur est-elle, à votre sens, indispensable? De quelle façon sont appliqués ces principes dans votre pays? Quelles sont les dispositions, les procédures, voire la jurisprudence en la matière?

6. The first step in the direction of a sustainable development demands to include the environment and to respect its necessities in the development process. Another approach suggests the integration of the sustainability in the economic issue. Is the connection between the application of the preventative measures,

with the idea of the pollutant who has to pay, inseparable? How are these principles applied in your country? Which are the rules, the procedures and the jurisdiction in that issue?

6. Im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung bedeutet ein erster Zugang die Integration der Umwelt und die strikte Respektierung ihrer Anforderungen im Entwicklungsprozess. Ein anderer Zugang verlangt die Integration des Begriffs der Nachhaltigkeit in den wirtschaftlichen Konzepten. Ist die Anwendung des Grundsatzes der Vorsorge in Verbindung mit dem Grundsatz des Verursacherprinzips Ihres Erachtens unerlässlich? In welcher Weise werden diese Grundsätze in Ihrem Staat angewendet? Wie lauten die rechtlichen Bestimmungen, die Rechtsschutzverfahren und nicht zuletzt die Rechtsprechung in dieser Materie?

7. Quels sont les principaux instruments utilisés pour conserver et améliorer la qualité de l'environnement, du paysage et de des ressources naturelles (avis, permis, autorisation)? On pourrait citer à cet égard : les ressources d'eau nécessaires à l'agriculture (l'application de la directive cadre concernant l'eau); les sols (la Directive sur la pollution des sols) ; la diversité biologique (la Directive Natura 2000); la préservation du paysage (la Directive concernant la préservation du paysage en Europe).

7. Which are the main instruments available to protect the environment and to improve the quality of the environment, the landscape and the mineral resources (instruction, authorisation, approval)? One could say in this respect: the water resources necessary for the agriculture (application of the directive concerning the water); the soil (the directive concerning the contamination of soil); the biological variety (the directive Natura 2000); the preservation of the landscape (the directive concerning the preservation of the landscape in Europe).

7. Welches sind die wichtigsten Instrumente für die Bewahrung und Verbesserung der Umweltqualität, der Landschaft und der natürlichen Ressourcen (Gutachten, Ermächtigungen, Bewilligungen)? Angesprochen sind diesbezüglich insbesondere: die für die Landwirtschaft nötigen Wasserressourcen (Anwendung der Rahmenrichtlinie betreffend das Wasser), den Boden (Richtlinie über die Verschmutzung des Bodens), die biologische Vielfalt (Richtlinie Natura 2000) und den Schutz der Landschaft (Richtlinie betreffend die Erhaltung der Landschaft in Europa).

8. Quelles sont, à votre avis, le rôle et l'importance de la participation des acteurs sociaux (producteurs, institutions publiques et privées, syndicats) dans la prise de décisions politiques, l'élaboration des stratégies et des réglementations concernant l'agriculture durable? Quelles sont les formes de participation de ces acteurs dans votre pays? Quelle influence sociale exerce cette participation? Est-elle importante, réduite ou inexistante?

8. How do you estimate the role and the importance of the participation of the social market participants (producer, public and private institutions, labor unions) concerning the political decision-making, the elaboration of plans concerning the regulation of sustainable agriculture? Which are the forms of participation in your country? Which social influence does this form of participation have? Is it of importance, not so important or does it not exist at all?

8. Welches sind Ihres Erachtens die Rolle und Bedeutung der Beteiligung der sozialen Akteure (Produzenten, öffentliche und private Institutionen, Gewerkschaften) an der politischen Entscheidungsfindung, der Ausarbeitung der Strategien und Bestimmungen über die nachhaltige Landwirtschaft? Welches sind die Mitwirkungsformen dieser Kreise in Ihrem Staat? Welchen sozialen Einfluss hat diese Mitwirkung? Ist er bedeutend, beschränkt, oder fehlt er gänzlich?

9. Autres facteurs d'une agriculture durable

9. Other factors for a sustainable agriculture

9. Weitere Faktoren einer nachhaltigen Landwirtschaft

9.1. Existe-t-il dans votre pays une agriculture biologique? Quelles sont les mesures prises pour encourager son développement? Ces mesures se limitent-elles aux politiques, stratégies ou plans d'action ou y a-t-il aussi des instruments comme AOP (appellation d'origine protégée), AGP (appellation géographique protégée), STG (spécialité traditionnelle garantie)? Existe-t-il un label pour les produits issus de l'agriculture biologique? Existe-t-il déjà aspects institutionnels de l'agriculture biologique?

9.1. Does organic agriculture exist in your country? Which are the measures that can be taken in order to make the organic agriculture more attractive? Are these measures limited to politics, the plans or are there also instruments like the protected indication of origin, protected geographic designation or guaranteed traditional specialties? Is there a label for organic products? Do institutional aspects concerning the organic agriculture exist already?

9.1. Gibt es in Ihrem Staat eine biologische Landwirtschaft? Welches sind die Mittel für deren Förderung? Beschränken sich diese Mittel auf Politiken, Strategien oder Aktionspläne, oder gibt es auch Instrumente wie geschützte Ursprungsbezeichnung, geschützte Herkunftsbezeichnung sowie garantierte traditionelle Spezialitäten? Gibt es Label für die biologischen Agrarprodukte? Bestehen bereits institutionelle Aspekte einer biologischen Landwirtschaft?

9.2. La promotion du carburant vert. Quel poids a dans votre pays la production et l'utilisation des biocarburants? Y-a-t-il des dispositions particulières visant à encourager sa promotion?

9.2. The promotion of the biofuel. Which importance has the production and the use of biofuel in your country? Are there regulations which make the production interesting?

9.2. Zur Förderung des Bioenergie. Welche Bedeutung hat die Produktion und die Verwendung von Bioenergie in Ihrem Staat? Gibt es rechtliche Bestimmungen zu deren besonderer Förderung?

9.3. Parmi les actions visant les changements climatiques y a-t-il quelques-unes concernant la réduction de l'émission des gaz à effet de serre provenant de l'agriculture (stratégies, plans d'action, dispositions incitatives)?

9.3. Can you find amongst the measures against the climate change also such to reduce the greenhouse gases caused by the agriculture (strategies, plans, disposals)?

9.3. Gibt es unter den Massnahmen betr. der klimatischen Veränderungen Vorkehren für die Verminderung von Gasemissionen aus der Landwirtschaft (Strategien, Aktionspläne, rechtliche Bestimmungen)?

9.4. Le problème de la responsabilité de l'environnement, voir la Directive n° 2004/35/CE du 21/04/04 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Quelle est d'après vous la nature de cette responsabilité et l'effectivité de son application dans votre pays?

9.4. Considering the problem of responsibility: see the directive No. 2004/35/EU from the 21.04.04 concerning the responsibility for the environment. Which do you consider the origin of this responsibility and the effectiveness of its application in your country?

9.4. Zum Problem der Umwelthaftung siehe die Richtlinie Nr. 2004/35/EG vom 21/04/04 über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden. Welches ist Ihres Erachtens die Rechtsnatur dieser Haftung und die Wirksamkeit ihrer Anwendung in Ihrem Staat?

10. Afin de renforcer les leviers, les instruments et les mécanismes de coopération dans le cadre de l'UE pour aboutir à une agriculture durable quelles sont vos propositions dans le cadre de la renégociation de la PAC (2013–2020) ou quelles autres critères sont nécessaires à votre avis?

10. Which are your suggestions, within the framework of the renegotiations of the CAP (2013-2020) to strengthen the instruments and the cooperation mechanisms within the the EU, considering the aim of a sustainable agriculture or which other criteria should be considered?

10. Welche Vorschläge haben Sie im Hinblick auf die Neuverhandlung der GAP (2013–2020) oder welche anderen Kriterien sind Ihres Erachtens nötig, um die Instrumente und Mechanismen der Kooperation im Rahmen der EU im Hinblick auf eine nachhaltige Landwirtschaft zu verstärken?

Toute nouvelle proposition au questionnaire sera bienvenue.

We welcome new suggestions or questionnaires.

Jede Erweiterung des Fragebogen ist willkommen.